

Faites-moi lire, SVP!

# Nouvelles



PB-PP | BC 1757  
BELGIE(N) - BELGIQUE

Courcelles 1  
N° d'agrégation : P 202127

## Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles  
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre  
**Rue Jules Destrée, 11 – 6020 Dampremy**  
Tél. : 071 30 39 12  
Fax : 071 30 58 30  
E-mail : robert.tangre@gmail.com  
Banque : BE17 0682 0138 1121

## Nouvelles

n° 218 – Novembre 2018

### INTERNATIONAL

Se souvenir de Salvador Allende  
Vietnam. La petite fille au napalm porte  
désormais l'espoir

### ÉCOLOGIE

Socialisme cubain et agroécologie : le  
renforcement mutuel.

### DOSSIER

D'où viennent l'électricité et le gaz que l'on  
consomme en Belgique ?  
Les prix de détails de l'énergie repartent à  
la hausse  
Acteurs du marché de l'électricité  
Histoire de l'électricité en Belgique  
Engie-Electrabel. Une dérive nommée  
libéralisation...

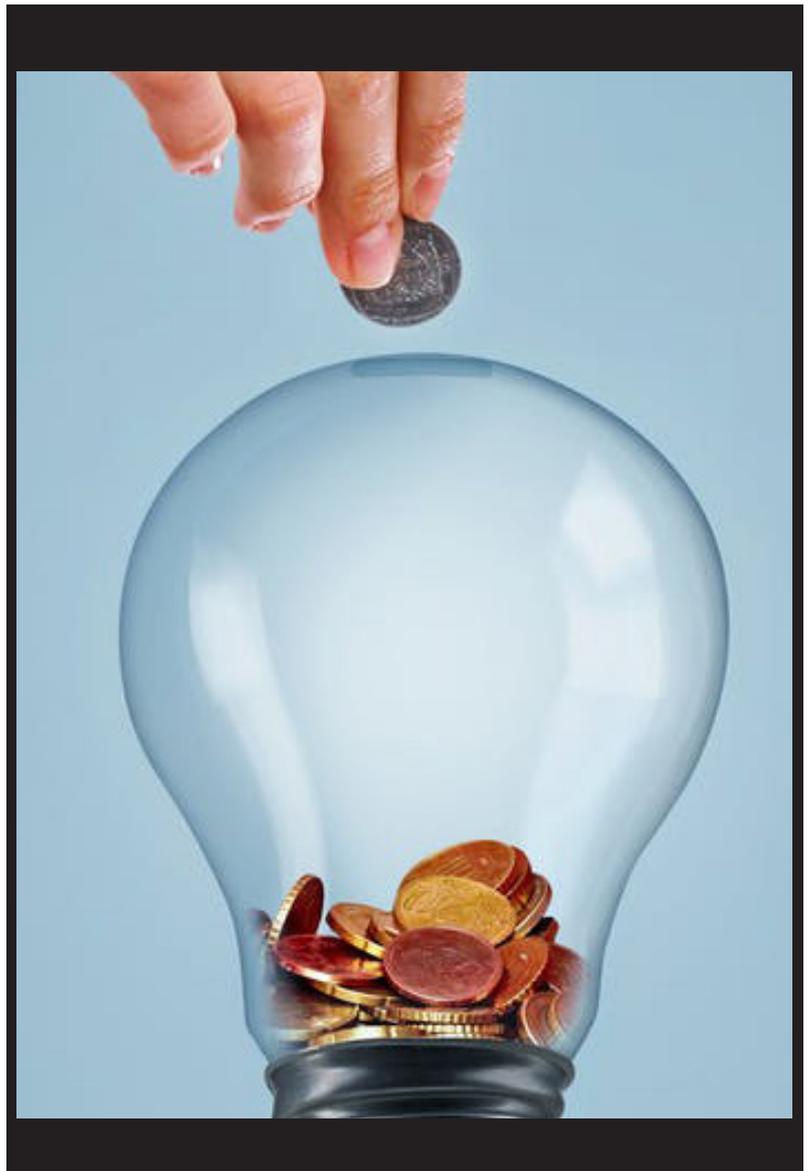
### ÉLECTIONS COMMUNALES

Courcelles : « Débat de genre et  
superficialité. »  
Débat public : élections communales à  
Fontaine-l'Évêque  
La mobilité à Charleroi.

### SOCIÉTÉ

Contre les fake news, Facebook\* allié à un  
think tank financé par l'Otan ?  
Communiqué de la plateforme « Pas  
d'avions de chasse »

**ACTIVITÉS DÉCEMBRE 2018**



### INTERNATIONAL

#### SE SOUVENIR DE SALVADOR ALLENDE

Il y a, ce jour, 45 années que nous entretenons la mémoire du drame chilien, que nous honorons la mémoire de cet homme d'exception, grand démocrate que fut le président Salvador Allende.



Pour m'exprimer aujourd'hui, je me suis référé à un texte écrit par un historien français Jacques Serieys pour reconstituer l'histoire qui a amené le push militaire à renverser l'Unité populaire au Chili.

Je cite l'introduction de cet historien : « Si les générations passées cachent leurs erreurs à leurs successeurs, elles condamnent ces jeunes à revivre les mêmes erreurs. Ce devoir de mémoire présente une importance particulière pour les grandes blessures des peuples, des milliers et millions d'individus broyés par l'inhumain, par l'impitoyable, par des rapports humains fondés seulement sur la force, l'exploitation, l'écrasement, les discriminations. »

Transmetteurs de mémoire, nous devons rappeler le rôle infâme mené par la politique menée par les Etats-Unis. Je me permets donc de résumer le long article rédigé par M. Serieys

En 1957-1958, le Chili (comme le reste de l'Amérique latine) connaît une poussée d'aspirations populaires progressistes. Salvador Allende est candidat à la présidence de la république. Les militaires tirent sur la foule à Santiago : 40 morts, des centaines de blessés. Les barons américains du cuivre inondent de dollars la campagne du candidat de droite qui sera élu. Le gouvernement chilien issu de l'élection favorisera les multinationales, les banques et les grands propriétaires fonciers.

Aux présidentielles de 1964, la droite et les USA « préparent » les élections en voulant casser le mouvement populaire de masse par l'intervention systématique et violente des carabiniers.

La Maison Blanche intervient avec succès pour que le « Front Démocratique » ne présente qu'un candidat face à Allende. Le président John Kennedy charge son frère Robert d'homogénéiser le soutien financier des multinationales en faveur de Frei.

Grâce à une pluie de millions de dollars, le candidat de droite bat Allende. En échange, comme promis, il laisse les multinationales américaines prendre le contrôle de quatre-vingts pour cent des grosses industries chiliennes.

Dans les années 1967-1973, Les partis et gouvernements sont obligés de prendre en compte l'état d'esprit de leur électorat, en particulier sa volonté d'indépendance vis à vis des USA.

La CIA multiplie immédiatement son activité au Chili afin de créer un climat d'instabilité politique pour que les forces armées se considèrent en droit de protéger « l'ordre », interviennent et annulent la tenue d'élections. La Confédération Unique des Travailleurs réagit aussitôt par une grève, la gauche mobilise, le coup d'Etat se termine dans la confusion.

En 1970, l'International Telephone and Telegraph Corporation possède 70% de la Chitelco (compagnie de téléphone chilienne). ITT garnit abondamment les caisses noires du parti républicain au pouvoir. Les USA disposent de nombreux moyens d'intervention en Amérique latine. Ils vont créer diverses formes de « partenariat » pour contribuer à créer des liens entre les intérêts américains et des responsables chiliens au travers de divers traités.

Dès le 27 juin 1970 le terroriste en chef américain Henry Kissinger (secrétaire d'Etat) déclare au sujet du Chili : « Je ne vois pas pourquoi nous resterions là sans bouger à contempler un pays sombrer dans le communisme, du fait de l'irresponsabilité de son peuple. »

Supposons qu'une telle déclaration ait émané d'URSS, de la Chine ou de la France de Mitterrand, une machinerie médiatique mondiale se serait mise en branle. Là, rien

## Nouvelles

Le programme de l'Unité Populaire répond pourtant à des besoins réels dans ce pays où 30% des familles vivent avec moins de 12 escudos (valeur de 350 grammes de pain) par jour, où 43% de la population souffre de sous-alimentation, où les inégalités sociales sont énormes.

Pour répondre aux préoccupations populaires, une alliance de six partis crée l'Unité Populaire. Je cite les partis socialiste, communiste, l'Action populaire, le MAPU, le Parti radical et le Parti Social-démocrate. Cette union contribue fortement à l'enthousiasme du peuple de gauche et à l'espoir de victoire.



Le 4 septembre 1970 : Allende arrive en tête des présidentielles. Aussitôt, l'ambassadeur américain Edward Kerry multiplie les pressions directes « afin d'annuler les élections et empêcher la prise de pouvoir d'Allende » Les services américains s'affolent. L'élection d'Allende est grave pour les intérêts nord-américains au Chili... mais aussi cela pourrait perturber l'Organisation des Etats Américains. En réaction, les moyens mis en œuvre par les USA sont impressionnants :

\* actes de terrorisme de l'extrême droite pour provoquer une réaction de l'extrême gauche et ainsi créer un climat d'instabilité permettant de justifier une intervention militaire.

\* démarches auprès de nombreux officiers pour organiser un putsch militaire.

\* opérations financières et économiques pour désorganiser le système monétaire, le système de production et de distribution ».

\* « climat d'insécurité... attentats et menaces contre des dirigeants de gauche »

débarquent des troupes « pour combattre l'offensive d'été communiste ». Ces troupes fraîches portent les effectifs militaires au Chili à 146872 hommes » Le leitmotiv est de combattre l'influence communiste dans l'arrière-cour des Etats-Unis.

Pourtant le Parti Communiste chilien démontre son orientation « pacifique » et « unitaire de gauche » en étant l'initiateur de la candidature unique d'Allende et en le soutenant dès le premier tour. Les propos du Comité central du parti Communiste Chilien sont clairs « Ni exclusive, ni esprit de revanche. La lutte ne se situe pas entre ceux qui ont voté Allende et ceux qui ont voté pour d'autres candidats. Elle ne se situe pas entre les partisans du socialisme et ceux qui ne partagent pas leurs opinions. Elle se situe entre, d'une part les hommes et les femmes qui respectent le suffrage universel et, d'autre part, ceux qui envisagent de passer outre, de nier au Chili le droit à l'autodétermination. »

Pour terminer mon intervention de ce jour, je tiens à rappeler brièvement les interventions américaines visant à déstabiliser le gouvernement d'Allende et préparer le coup d'Etat fasciste de 1973 :

\* déstabilisation économique : crédits coupés (de 300 millions à 30 millions de dollars), arrêt de livraison des pièces détachées pour une économie jusqu'alors très liée aux Etats Unis (machines-outils de l'industrie en particulier) ...

\* déstabilisation politique : la CIA reçoit sept millions de dollars pour soutenir l'opposition à Allende (tant aux démocrates-chrétiens, qu'aux conservateurs...), aux journaux opposés à Allende...

L'auteur de l'article que je viens de survoler, Jacques Serieys conclut :

Je ne voudrais pas terminer mon article en rappelant l'immense espoir qui naissait alors au Chili, dans le cœur d'ouvriers comme de paysans, de jeunes lycéens et étudiants comme d'Indiens Mapuches sans âge...

Je ne voudrais pas terminer cet article sans dire à quel point, nous jeunes des années 68, étions suspendus à ce qui se passait au Chili, entonnant les chansons de l'Unité Populaire et scandant ses slogans : El pueblo unido, jamás sera vencido.

La pression augmente lorsque Le 2 novembre 1970

Dans sa conclusion, le professeur Serieys déclare :

« Je ne voudrais pas terminer cet article sans redire que nous ne pardonnerons jamais au capitalisme américain d'avoir trempé ses sales mains dans l'assassinat de milliers de nos amis »

En ce qui me concerne personnellement comme Courcellois, étant ancien mais toujours militant de la cause chilienne et nous sommes peu nombreux encore vivants en ce jour, chers Michel Meurée et Roger Romain, je vais conclure mon intervention de ce jour en évoquant les événements qui se déroulent aujourd'hui en Amérique centrale et latine, tant au Nicaragua, au Honduras, qu'au Venezuela ou au Brésil. On trouve d'ailleurs dans le processus chilien fomenté par la CIA en 1969-1973 des ingrédients identiques à ceux qui sont utilisés depuis les années 2000 contre Chavez, Morales, Lula, Correa. C'est en particulier le cas pour les liens entre services secrets américains, patrons de presse et pressions économiques.

**Robert Tangre**

### **VIETNAM. LA PETITE FILLE AU NAPALM**

#### **PORTE DÉSORMAIS L'ESPOIR**



Kim Phuc en compagnie du photographe Nick Ut, en 2012. Aujourd'hui âgée de 55 ans, elle préside une fondation internationale destinée à soigner les enfants. Damian Dovarganes/AP

Dans un article, Kim Phuc, immortalisée par le célèbre cliché de Nick Ut, revient sur les traitements reçus quarante-trois ans après le bombardement au napalm de son village.

Au premier plan, la bouche d'un frère déformée par l'effroi. Ce cri, presque à la façon du tableau, Edvard Munch, dit l'insupportable. Tam, c'est son nom, implore les adultes d'aider sa sœur, les bras en croix au second plan. Kim Phuc, «la petite fille brûlée au napalm», s'est engouffrée dans l'histoire à l'âge de 9 ans à peine. C'est elle qui bouleversa le monde pendant la guerre du Vietnam. Elle court, nue, horriblement brûlée, la peau du dos en lambeaux, sur une route du

village de Trang Bang, près de Saigon, fuyant l'épaisse fumée noire qui s'échappe en arrière-plan. Derrière, des soldats américains marchent à pas lents. La guerre, comme elle va. Nous sommes le 8 juin 1972. Des avions sud-vietnamiens arrosent de napalm une pagode bouddhiste qu'ils croient à tort infiltrée par les combattants viêt-cong. Quatre bombes sont larguées de leurs engins de mort.

Nick Ut, dont le frère photographe pour l'Associated Press vient de mourir, est embauché à son tour. À 21 ans, il voit sortir des flammes la grand-mère de Kim Phuc, un bébé dans les bras, avant d'apercevoir les enfants meurtris. «Nong qua, nong qua», hurle Kim Phuc (c'est trop chaud, trop chaud). «Je tenais mon appareil photo mais pouvais à peine y croire. J'ai pris une photo, tremblant, animé par la peur et la colère. Allait-elle mourir? Je l'ai portée dans mes bras et l'ai transportée à l'hôpital», se souvient Nick Ut, lors des commémorations des quarante ans de la libération de Saigon, en 2015. Son cliché sera récompensé du prix World Press Photo en 1972 et du Pulitzer de la photo d'actualité en 1974. Certains vont même jusqu'à considérer qu'il fut l'un des tournants de la guerre.

Sur le moment, le journaliste de la chaîne britannique ITN Christopher Wain donne à boire à la fillette et l'arrose pour calmer les brûlures. Nick Ut la couvre ensuite d'un poncho pour cacher sa nudité. La route jusqu'à l'hôpital de Cu Chi est difficile. La voiture encaisse. Kim Phuc, qui lance des cris de douleur, aussi. Elle sombre dans un semi-coma avant d'être confiée au personnel soignant. Ses parents vont d'établissement en établissement pour tenter de la retrouver. Elle sera finalement localisée par Christopher Wain, qui, hanté par son image, part également à sa recherche. Il la découvre sur un lit. La salle, où d'autres enfants gisent entre la vie et la mort, dégage une odeur putride. L'infirmière assure qu'elle va mourir. «Ce n'est qu'une question d'heures», tranche-t-elle.

#### **APRÈS QUATORZE MOIS D'HÔPITAL, ELLE FINIT PAR SORTIR**

Le journaliste se bat alors pour qu'elle soit transférée à la clinique américaine Barsky, spécialisée dans les grands brûlés. Les États-Unis donnent leur accord, pas le ministère sud-vietnamien des Affaires étrangères, qui considère que l'affaire pourrait nuire à l'image du pays. Christopher Wain tend alors un couteau au bureaucrate cynique pour qu'il abrège les souffrances de la fillette. Kim Phuc est finalement transférée. Après quatorze mois d'hôpital, elle finit par sortir mais peut à peine se mouvoir. Un autre photographe, Perry Kretz, déploie des efforts considérables pour faire soigner par un chirurgien plasticien allemand sa peau qui se rétracte.



**POUR LA PREMIÈRE FOIS, ELLE RETROUVE DES SENSATIONS**

Kim Phuc signe ce mois-ci un article dans la revue *Jama Dermatology* avec deux spécialistes. Ils reviennent sur les traitements au laser prodigués depuis 2015 pour soulager les brûlures au troisième et quatrième degré et les douleurs chroniques qu'«elle évalue toujours à dix sur dix», selon les dermatologues Jill Waibel et Leonard Hoenig. Soit une intensité «intolérable». Pendant sept séances, ils travaillent à ramollir les cicatrices et à la régénération des nerfs. «Le laser chauffe la peau, jusqu'à "ébullition" pour pulvériser les cicatrices», expliquait en 2015 le Dr Waibel, qui offre les soins (1500 euros, la séance) à Kim Phuc. Pour la première fois, elle retrouve des sensations et l'aisance dans ses mouvements. Ses douleurs s'atténuent. Elles les évaluent désormais à 3, soit un ressenti qualifié d'«intense». Dans leur article, les médecins expliquent s'appuyer sur les résultats des soins prodigués à Kim Phuc afin de s'engager auprès d'autres «enfants victimes de la guerre et du terrorisme».

Kim Phuc a porté toute sa vie ce traumatisme. Une existence également hantée par cette photo. Partout, elle voit se poser sur elle ces regards emplis de pitié.

Elle n'existe pour les autres qu'en survivante de l'horreur. Après un long travail sur elle-même, elle s'empare de ce poids pour donner du sens à l'image de Nick Ut et devenir «une ambassadrice de la paix». Au Canada, où elle vit avec son mari et ses deux enfants, elle préside également une fondation internationale destinée à soigner les mineurs pris malgré eux dans les conflits.

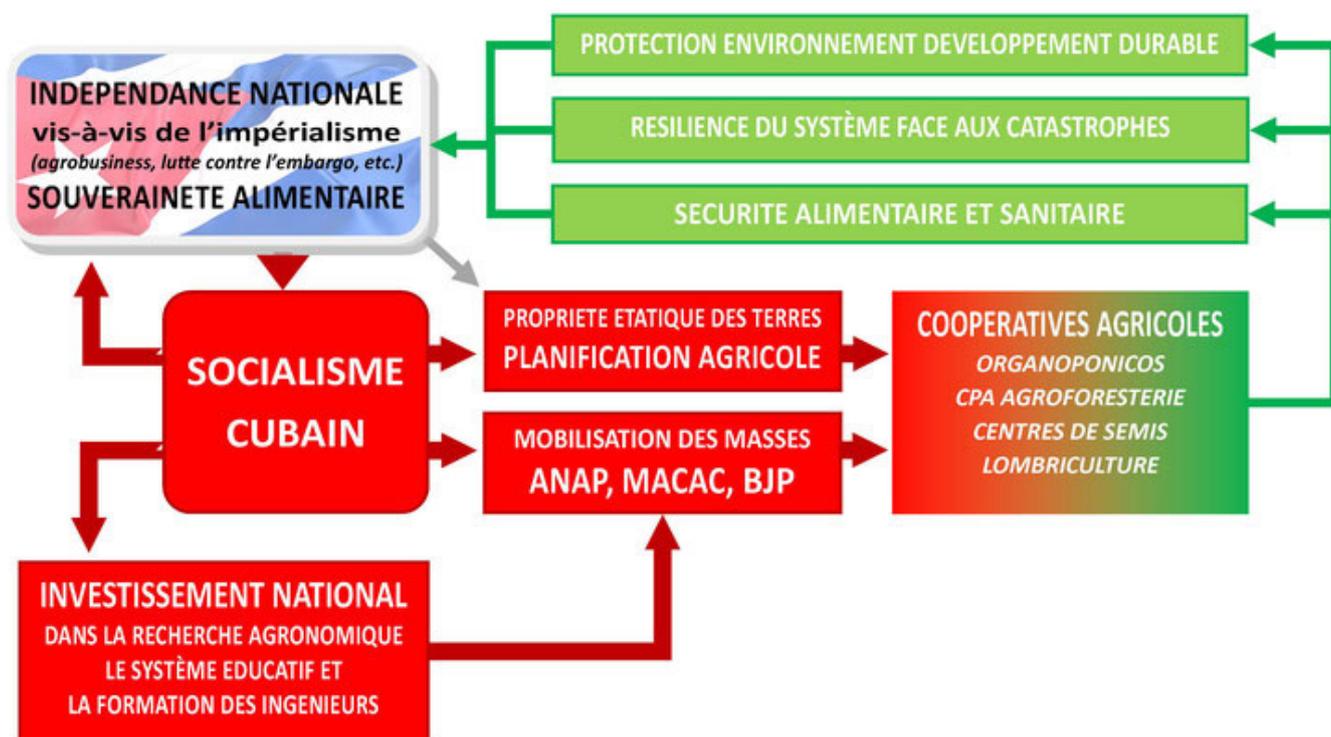
**Lina Sankari - Extrait de l'Humanité**

---

**ÉCOLOGIE**

**SOCIALISME CUBAIN ET AGROÉCOLOGIE :  
LE RENFORCEMENT MUTUEL.**

Il ne s'agit pas d'évaluer l'inclination naturelle ou spontanée du socialisme pour l'écologie, mais de mesurer, en matérialiste, en quoi tout pousse ce mode de production, quand même il ne le voudrait pas en première instance, sur cette voie. Ainsi c'est bien l'embargo imposé à Cuba en raison de son modèle social et économique qui l'a privé d'alternatives



immédiates à l'importation d'engrais et pesticides lorsque le bloc socialiste s'est effondré en 1990-1991, dont la cause est bien l'hostilité de la chaîne impérialiste contre le socialisme. Celui-ci se fonde d'ailleurs depuis ses origines, avec la jeune Russie révolutionnaire, sur une souveraineté nationale solide... ce que d'aucuns appelaient alors le « socialisme dans un seul pays ».

Une telle nécessité ponctuelle de « survivre » a déclenché la réalisation du modèle agro écologique cubain tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'argument selon lequel ce serait à « l'obligation de changer » hors du giron soviétique et non le modèle cubain lui-même que Cuba devrait son succès actuel dans ce domaine, ne tient pas de ce point de vue.

La réussite de sa politique agricole doit tout à la révolution cubaine, mais la renforce également en retour, à tel point que l'île poursuit aujourd'hui cette voie en rejetant la possibilité d'un retour aux vieilles pratiques par l'importation d'engrais chinois par exemple.

Pour autant il faut noter que même à l'heure de son alignement sur le modèle agricole khrouchtchévien (lui-même aligné sur le modèle américain à l'époque), Cuba avait préparé, inconsciemment peut être, le terrain de cette deuxième révolution sur l'île.

Le premier Congrès du Parti Communiste Cubain en 1975 ouvre les débats, déjà, sur les questions environnementales et la lutte contre la pollution.

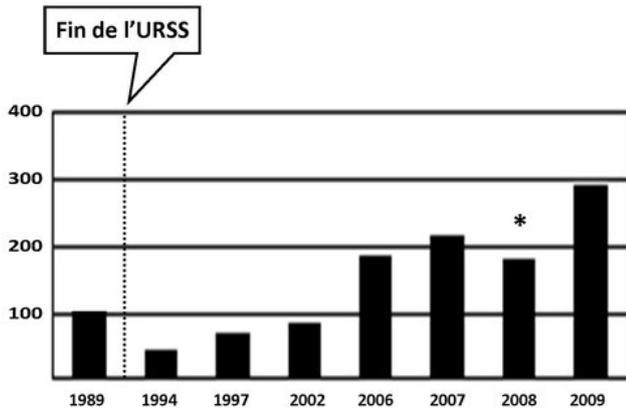
En 1977 est créée la COMARNA, Commission nationale pour la protection de l'environnement et des richesses naturelles. Celle-ci se développe dans toutes les provinces pour impulser des politiques de développement durable, de recyclage des déchets notamment et de lutte contre la pollution. Sept millions de membres des Comités de Défense de la Révolution (CDR) sont envoyés en 1986 dans les campagnes pour aider le secteur agricole : De cette expérience inédite naîtront de nombreux projets locaux de restauration des sols et de cultures biologiques, sur la base desquels fleuriront les fameux « organoponicos » de la « période spéciale » quelques années plus tard.

Ces « organoponicos » se multiplieront à marche rapide partout dans les villes et à leur périphérie dans les années quatre-vingt-dix, pendant que dans les campagnes, l'Etat suspendra la plupart des grandes fermes d'Etat (qu'on pourrait appeler Sovkhozes, à la soviétique) pour les redistribuer en kolkhozes de plus petites tailles, les UBPC (Unités de base de production coopérative) appliquant massivement l'agroforesterie, et plus à même de répondre techniquement aux exigences et à la brutalité du changement de modèle agricole.

**DYNAMIQUE DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION PAYSANNE COMMERCIALISÉE** (1988 = base 100).  
Source : Statistiques du domaine de l'organisation agroalimentaire de l'ANAP (cité dans Révolution agro écologique – Quand le paysan voit, il croit, B. M. Sosa, A. M. Roque Jaime, D. R. A. Lozano et P. M. Rosset. Edition ANAP). \* La production de 2008 fut fortement affectée par des cyclones.

## Nouvelles

A la ville comme à la campagne, ces coopératives sont tout à fait assimilables aux anciens kolkhozes



soviétiques (qui sont restés jusqu'en 1991 majoritaires en URSS par rapport aux sovkhozes d'ailleurs), puisque l'Etat propriétaire des terres donne la terre en « usufruit gratuit » à des groupes de travailleurs agricoles (ouvriers d'une usine, collectifs d'habitants d'immeuble ou de quartier, travailleurs d'un établissement hospitalier ou paysans authentiques, retraités), en échange d'un « impôt en nature » : Les producteurs donnent en échange de cet usufruit (pas de loyer à payer, location ou réparation de matériel etc.) une partie de leurs aliments bio que l'Etat vend à bas prix dans des points de vente locaux (au plus près des producteurs et sans dépense énergétique pour les transports donc), le surplus étant à la disposition des producteurs pour la consommation personnelle et la vente.

Désormais, La production cubaine couvre la consommation des habitants en fruits et légumes à hauteur de 70%, ce qui est considérable ! Les 75% de cubains qui habitent les villes produisent eux-mêmes 30% de leurs besoins alimentaires, tandis que l'exode rural a été stoppé. On parle même de retour à la campagne pour bon nombre de Cubains jugeant plus profitable de revenir au travail agricole. La fameuse « contradiction ville-campagne » de la littérature marxiste trouve donc ici une nouvelle forme de résolution concrète.

La volonté de toutes les UBPC est toujours d'augmenter la production, ce qui pourrait choquer nos anti-productivistes, mais nourrir l'ensemble de la population pour assurer l'autosuffisance, c'est nécessairement produire plus ! On compte actuellement plus de 400 000 exploitations agricoles urbaines sur plus de 70 000 hectares et produisant un million et demi de tonnes de fruits et légumes par an.

Ainsi par exemple, la ferme « Viver organopónico alamar » située à l'Est de La Havane, était au départ

dans les années 90 un jardin de 0.7 hectare faisant travailler 5 personnes. C'est aujourd'hui une surface de 11.2 hectares faisant travailler 147 personnes, dont une cinquantaine, il faut le noter, jouit d'un niveau « ingénieur » : Il faut bien comprendre que l'agriculture biologique est un pas en avant technique et scientifique par rapport à l'agriculture intensive, où le paysan, passif, se contente de déverser des sacs d'intrants sur ses semis. Il faut bien souvent maîtriser des notions d'agronomie et connaître les meilleures semences pour les sols et le climat dont on dispose, et c'est bien le système éducatif cubain, réputé sur tout le sous-continent, qui fait la différence à ce niveau. Rappelons que Cuba forme 11% des scientifiques de l'Amérique du Sud alors qu'il n'en constitue que 2% de la population globale !

Un résultat immédiat : En milliers de tonnes, Cuba est passé d'une consommation de 1000 en 1990 à 90 pour les engrais, et de 35 à 1 pour les pesticides ! Mais ce n'est pas tout : L'agroforesterie, qui est en soi une forme de reboisement et de polyculture, permet au système agricole cubain une véritable résilience face aux calamités naturelles comme les cyclones, assez fréquents là-bas. En effet, la diversification agricole permet de limiter les pertes de production, ce que ne pouvait pas faire la monoculture intensive, tout en protégeant les cultures de moyen et court terme (arbustes comme les goyaviers ou les bananiers, légumineuses annuelles ou autres herbacées au sol) sous les cultures arbustives de long terme (souvent des avocats). De plus les arbres et arbustes conservent plus efficacement l'humidité des sols pour les cultures sous-jacentes, ce qui constitue en soi une économie autant que la restauration progressive des sols desséchés par le climat ou les traitements chimiques passés. Cette résilience agricole face aux aléas climatiques est un facteur stratégique de souveraineté nationale, directement liée à l'agroécologie cubaine.

C'est bien le système socialiste qui permet toute cette superstructure, et fait des produits bio locaux l'exact opposé de ce qu'on peut trouver avec ce « label » dans nos supermarchés : comme ces tomates cultivées « hors sol » dans de coûteuses serres semblables à des cliniques, vendues à des prix trop élevés en France après transport par camions depuis l'Espagne sur des milliers de kilomètres... Mais il y a mieux!

La véritable prouesse à Cuba, tout aussi liée au socialisme que les lois promulguées par l'Etat depuis 1991, se situe dans l'infrastructure, c'est-à-dire dans les mouvements de masse. Car à ce niveau, démonstration faite que l'application d'une politique agricole durable et les innovations agronomiques en terme de solutions locales ne peut venir « d'en haut » et doit « être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Les organisations cubaines, au premier rang desquels



l'ANAP (syndicat des petits paysans cubains), ont impulsé en 1997 un vaste mouvement populaire dans les campagnes appelé « Campesino a campesino » (« de paysan à paysan »). Partant du principe que les travailleurs de la Terre apprennent sur le terrain, en voyant directement les résultats, surtout quand les techniques agricoles sont réputées complexes ou peu rentables (ce qui est faux), le mouvement CAC a pénétré les moindres recoins du territoire et institué des collectifs locaux auto organisés démocratiquement pour apprendre et partager les connaissances et les expériences.

Le mouvement CAC est né presque spontanément dans le monde paysan d'Amérique centrale, dans les campagnes nicaraguayennes lors de la révolution sandiniste en particulier, dans les années soixante-dix. Mais s'il a entraîné environ 30 000 familles paysannes dans tout le sous-continent en trente ans, plus de 100 000 familles cubaines (soit un tiers de la population paysanne) se sont lancées dans l'aventure depuis 1997 ! Les paysans y ont un rôle central, et le degré d'organisation, dans la formation et l'échange, est à Cuba particulièrement efficace, à tel point que le savoir-faire du mouvement CAC cubain s'exporte aujourd'hui (comme le composte biologique lui-même d'ailleurs) au Venezuela et en Bolivie aujourd'hui, via le mouvement paysan internationaliste Via Campesina, auquel l'ANAP est adhérent.

L'implication de la jeunesse est forte également, puisqu'il existe à Cuba un bon millier de brigades des jeunesses paysannes (BJP) soient environ 10 000 jeunes, qui s'impliquent dans les réalisations agricoles de l'île aujourd'hui. On note enfin, et ce n'est pas le moindre des succès du mouvement, que l'agroécologie cubaine, sous l'impulsion de la démocratie du

mouvement CAC notamment, finit de briser les traces du patriarcat paysan en rendant aux femmes paysannes une place à part entière dans les tâches agricoles, souvent jugées physiquement difficiles, à cause de la multiplicité des tâches développées par les coopératives (cultures de lombric, compostage, production de semis, conservation des semences, soins apportés aux polycultures et aux sols, etc.). De ce fait le travail agricole cubain a acquis un très haut niveau de féminisation, donc d'inclusion des femmes dans la production nationale, base de son émancipation concrète et complète.

Ces prouesses ont bien sûr valu à Cuba bien des honneurs : En 2006, l'ONG bien connue WWF indique dans son rapport annuel que Cuba est le seul pays au monde à avoir atteint le niveau de « développement durable », bientôt suivie par l'association Global Footprint Network qui précise que l'empreinte écologique cubaine est parmi les plus basses. En 2008, le PNUE (programme des Nations Unies pour l'environnement) déclare que Cuba est un « exemple à suivre » en matière d'agriculture urbaine et périurbaine. En 2010, la FAO (Organisation pour l'agriculture et la nourriture) des Nations Unies atteste que Cuba est le seul pays à avoir presque doublé sa surface forestière depuis cinquante ans (de 14% dans les années soixante à 26% en 2010). On ne cesse également de louer ses réserves naturelles qui font la fierté des habitants (22% du territoire cubain est « protégé ») (soient 23 parcs nationaux où la biodiversité est emblématique (6300 espèces végétales protégées dont 51% sont endémiques).

Mais ces petites gloires ne font qu'illustrer un processus dont malheureusement personne ne veut ici prendre la mesure, tant il gêne en réalité le cours des guerres

économiques inter-impérialistes dans le monde en temps de crise environnementale profonde : Cuba est devenu le phare de l'agroécologie parce qu'il l'a développé à un niveau jamais atteint, au niveau national, interdisant les pesticides dans la production alimentaire, pour avant tout garantir par la base (les mouvements de masse) et le sommet (l'Etat cubain qui légifère et entreprend à l'échelle nationale et sans parasitage lobbyiste de l'agrobusiness), de façon indissociable, la souveraineté et la sécurité alimentaire du peuple cubain, base matérielle s'il en est de son indépendance.

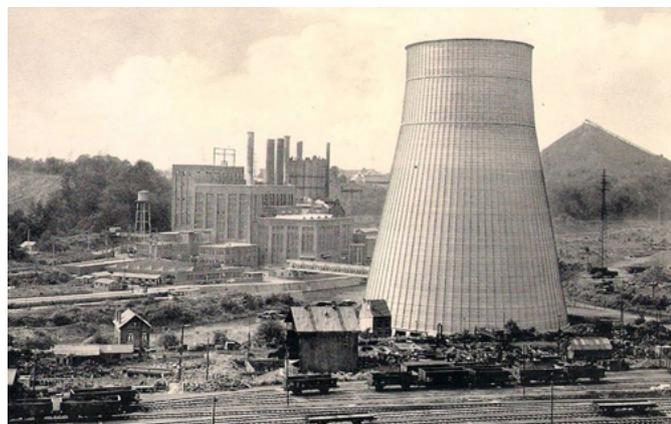
**Guillaume SUING - Extrait de « Le Grand Soir »**

## DOSSIER

### D'OÙ VIENNENT L'ÉLECTRICITÉ ET LE GAZ QUE L'ON CONSOMME EN BELGIQUE ?

Le gaz naturel que l'on consomme en Belgique provient principalement des Pays-Bas, de la Norvège, du Royaume-Uni, du Qatar, et de l'Allemagne. Il est livré par divers gazoducs souterrains et sous-marins et aussi par bateaux, sous forme liquide, via le terminal de Zeebrugge.

L'électricité est produite en Belgique et dans les pays limitrophes (France, Allemagne, Suisse, etc.) dans des centrales électriques de tous types. En Belgique, 7 réacteurs nucléaires produisent 55 % de l'électricité. Vient ensuite le gaz naturel, dont la part augmente sans cesse.



### LA BELGIQUE, GROSSE IMPORTATRICE D'ÉNERGIE

Notre pays dépend pour plus de 95 % de ses importations d'énergie primaire (c'est-à-dire

l'énergie disponible dans la nature). Le pétrole et le gaz naturel sont les énergies primaires qui sont le plus importées. Viennent ensuite les combustibles solides (charbon et autres). Le combustible nucléaire (uranium) est lui aussi importé.

### D'OÙ VIENT LE GAZ NATUREL ?

Le gaz naturel est extrait de gisements présents la plupart du temps dans les mêmes zones de production que le pétrole. Depuis les pays producteurs, il est transporté jusqu'à nos frontières par gazoducs ou par navires méthaniers.

- Dans le cas de la Belgique, les gazoducs terrestres qui transportent le gaz viennent des Pays-Bas, de la mer du Nord (Norvège) et de l'Allemagne.

Des canalisations sous-marines acheminent le gaz en provenance du Royaume-Uni et l'autre partie du gaz norvégien.

- Les méthaniers sont des navires gigantesques qui transportent le gaz naturel à l'état liquide, ce qui occupe 600 fois moins d'espace qu'à l'état gazeux. On peut ainsi transporter une grande quantité d'énergie dans un faible volume. Notre pays est alimenté par des méthaniers via le terminal de Zeebrugge (actif depuis 1987) où ces navires viennent décharger leur cargaison. Le gaz liquide y est temporairement conservé dans des réservoirs de stockage. Il est ensuite regazéifié pour être injecté dans le réseau de transport puis de distribution. La capacité annuelle du Terminal est de 9 milliards de mètres cubes de gaz naturel et 110 navires par an peuvent y être déchargés.

### L'ÉLECTRICITÉ : UNE ÉNERGIE SECONDAIRE

L'électricité est une énergie dite « secondaire » car elle est toujours produite en transformant une énergie primaire.

- Production à partir d'énergie primaire importée

- dans des centrales nucléaires : c'est le cas de 55 % de notre électricité. Sept réacteurs nucléaires sont en service sur notre territoire. Ces réacteurs sont régulièrement à l'arrêt pour vérification des installations.

- dans des centrales thermiques : elles consomment du charbon, du fuel ou du gaz naturel. Dans notre pays, la part du gaz augmente régulièrement. Ceci correspond à une diminution proportionnelle de l'utilisation du charbon, plus polluant.

- Production à partir d'énergie primaire présente en Belgique.

Chez nous, ces centrales utilisent exclusivement des énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydraulique, biomasse, biogaz) et des produits de récupération (déchets). La quantité d'électricité générée par les énergies renouvelables a fortement augmenté ces 15 dernières années, mais reste faible par rapport au total produit (7,5 % en 2009). Pendant la même période, la quantité totale d'électricité produite a augmenté de plus de 20 %.

Notons aussi qu'une partie de l'électricité consommée en Belgique est importée des pays voisins (France, Allemagne, Suisse, etc.).

### Sibelga

## LES PRIX DE DÉTAILS DE L'ÉNERGIE REPARTENT À LA HAUSSE

### POUR L'ÉLECTRICITÉ

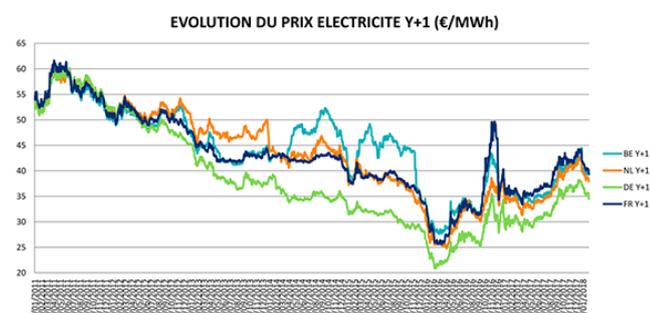


Figure : Evolution du prix courant de l'électricité (marché international long terme Y+1) en Belgique, Pays-Bas, Allemagne et France entre 2011 et janvier 2018. Source : Tableau de bord de la CREG.

Depuis mi-2017, les prix unitaires des principaux combustibles achetés par les ménages (gaz naturel, mazout, propane) repartent à la hausse en lien avec les tendances du prix international du baril de

pétrole. Le bois (pellets) connaît des valeurs de prix plus stables. Analyse de l'Observatoire belge des prix.

Comme pour le gaz naturel, les prix moyens de l'électricité diffèrent légèrement selon les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) et les Régions (en moyenne, Bruxelles est meilleur marché).

En mars 2018, la moyenne belge est de 26,3 c€/kWh (la Flandre 29,6 c€/kWh, la Wallonie 26,4 c€/kWh et Bruxelles 23,0 c€/kWh). Ces différences de prix entre Régions découlent des différences de prix de la composante « réseau » spécifique à chaque GRD.

Les sauts de prix observés découlent du changement de régime TVA, qui est passé de 21% à 6% en avril 2014 et de 6% à 21% en septembre 2015.

Figure : Evolution du prix courant de l'électricité (marché international long terme Y+1) en Belgique, Pays-Bas, Allemagne et France entre 2011 et janvier 2018. Source : Tableau de bord de la CREG.

Depuis janvier 2015, les régulateurs du marché de l'électricité et du gaz sont compétents pour approuver les tarifs de la composante « réseau ». Ainsi, les sauts observés sont la conséquence de l'approbation des nouveaux tarifs annuels.

Sur la période 2013-2018, les prix de l'électricité ont d'abord présenté une légère tendance à la baisse jusque début 2015. Depuis, ils présentent une tendance à la hausse.

A court terme (12 derniers mois), la tendance est globalement à la hausse : +2,7% en Belgique, mais très contrastées selon les régions : +5,5% en Wallonie, +13% à Bruxelles, -5,8% en Flandre. A plus long terme (ces 5 dernières années), la tendance est à hausse dans toutes les régions : +5,7% pour la Belgique (+3,1% en Wallonie, +1,3% à Bruxelles, +12% en Flandre).

Les évolutions du prix de marché de gros influencent la composante commodité du prix de l'électricité. Mais celle-ci ne représente qu'un tiers du prix (TVAC). Son impact est donc moins marqué sur le prix moyen de l'électricité. La figure ci-après présente l'évolution internationale du prix de l'électricité.

Après une baisse continue depuis 2011, le prix international de l'électricité est en hausse à partir de 2016. Il se situe actuellement autour de 40 €/MWh.

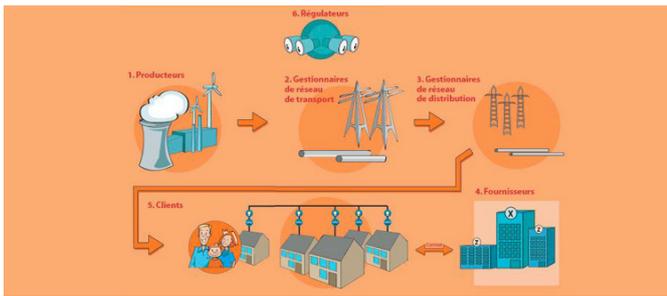
### **Qu'en sera-t-il demain après le coût des réparations des centrales nucléaires belges ? (NDLR)**

**Michel HUART, 19 Avril 2018**

#### **Analyse de l'Observatoire belge des prix**

## **ACTEURS DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ**

**DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR, L'ÉLECTRICITÉ TRANSITE SUR UN MARCHÉ OUVERT AUQUEL PARTICIPENT ACTIVEMENT TOUTE UNE SÉRIE D'ACTEURS.**



Une foule d'acteurs contribuent au bon fonctionnement du marché de l'électricité :

### **LES PRODUCTEURS D'ÉLECTRICITÉ**

Ceux-ci sont à la base de la chaîne et produisent l'électricité dans des centrales « traditionnelles » (centrales nucléaires, turbine-gaz-vapeur, cogénération, etc.) ou des unités sur base de sources d'énergie renouvelable (parcs éoliens ou solaires, centrales thermiques ou hydroélectrique, etc.). Le courant « fabriqué » par ces producteurs est ensuite injecté sur le réseau de transport (haute tension) ou directement dans les réseaux de distribution (moyenne ou basse tension) avant d'être livré au consommateur final (industrie, institutions, PME, clients résidentiels, etc.).

### **LES BOURSES D'ÉNERGIE**

Il s'agit de plateformes d'achat et de vente d'énergie destinées aux acteurs de marché. Ils peuvent y

négoier, de façon anonyme, pour le jour-même ou le lendemain, leurs achats et ventes d'électricité. Ce système, mis en place avec la libéralisation du marché de l'électricité, permet l'ouverture du marché, organise la concurrence et crée un prix de référence transparent pour le marché.

### **LES GESTIONNAIRES DE RÉSEAU DE TRANSPORT**

Ils sont responsables de la gestion fiable et efficace des réseaux de transport à haute et très haute tension. En Belgique, on compte un gestionnaire de réseau de transport (GRT) unique : Elia.

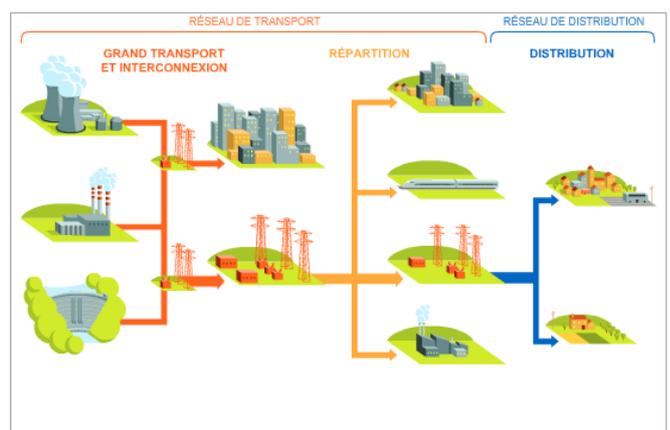
Le marché de l'électricité ne s'arrête pas aux frontières. Les réseaux de transport des pays européens sont en effet interconnectés, ce qui permet l'aide mutuelle entre pays et les échanges d'énergie au-delà des frontières. Dès lors, la collaboration entre gestionnaires de réseau de transport (GRT) est essentielle.

Au niveau européen, les GRT sont réunis au sein d'une association internationale : ENTSO-E (European Network of Transmission System Operators for Electricity), qui est l'organe de référence pour la Commission européenne.

Par ailleurs, Coreso, le centre de coordination technique commun à plusieurs GRT (dont Elia) de l'Europe du Centre-Ouest, fournit en continu des services d'analyse en temps réel de la sécurité et de surveillance des réseaux.

### **LES GESTIONNAIRES DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION**

Ils sont responsables de la gestion fiable et efficace des réseaux de distribution à moyenne et basse



tension. Ce sont eux qui acheminent l'électricité vers les clients résidentiels, les PME, etc. Ils sont aussi en charge de l'éclairage public.

En Belgique, les gestionnaires de réseau de distribution sont ORES, Tecteo (Resa), Régie de Wavre, AIESH et AIEG en Wallonie, Sibelga dans la Région de Bruxelles-Capitale et Eandis ou Infrax en Flandre.

### LES RÉGULATEURS

Dans un environnement où certains acteurs disposent d'un monopole légal, ils sont en quelque sorte les « gendarmes » du marché de l'énergie. Ils ont pour mission de :

- veiller à la transparence et la concurrence sur le marché de l'énergie ;
- vérifier que le fonctionnement du marché soit conforme à l'intérêt général et à la politique énergétique globale ;
- défendre les intérêts des consommateurs ;
- conseiller les autorités en matière énergétique.

En Belgique, on compte un régulateur fédéral, la CREG (Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz), et 3 régulateurs régionaux :

- la CWaPE (Commission Wallonne pour l'Energie) en Wallonie ;
- BRUGEL (Bruxelles Gaz et Electricité) dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
- la VREG (Vlaamse Regulator van de Elektriciteits-en Gasmarkt) en Flandre.

### LES CLIENTS

Des particuliers aux grands industriels, il s'agit des consommateurs finals de l'électricité. L'industrie est parfois directement raccordée au réseau à haute tension tandis que les particuliers, PME, etc. sont

raccordés au réseau de distribution.

Extrait du site de ELIA.

## HISTOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ EN BELGIQUE

### DE 1905 À AUJOURD'HUI



L'origine de l'histoire de la société Electrabel remonte au siècle dernier : le 8 août 1905, elle est créée sous le nom Société d'Électricité de l'Escaut. Après de nombreuses fusions, elle devient l'entreprise énergétique la plus importante de Belgique. Depuis le 10 juillet 1990 elle porte le nom Electrabel et depuis le 10 juillet 2007 elle est une filiale à 100% d'ENGIE, un acteur mondial dans le secteur de l'énergie. ENGIE Electrabel, le nouveau nom de marque depuis 2016 se prépare actuellement à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique.

### PLUS DE 100 ANS D'EXPÉRIENCE, UN PEU D'HISTOIRE

#### 1905

La Société d'Électricité de l'Escaut est créée le 8 août 1905 à partir d'un certain nombre de plus petites entreprises d'électricité. Elle est le prédécesseur juridique d'Electrabel.

#### 1956-1976

En 1956, création de Ebes (Sociétés Réunies d'Énergie du Bassin de l'Escaut) : elle résulte de la fusion entre la Société d'Électricité de l'Escaut et trois autres sociétés.

## Nouvelles

En 1966, création d'Intercom, qui dessert le centre du pays : elle est également le fruit d'une fusion entre différentes entreprises d'électricité dont la Société Intercommunale Belge d'Électricité, fondée en 1901, est à l'origine.

De 1956 à 1976, 49 plus petites entreprises d'électricité et de gaz naturel se réunissent pour former trois grandes entreprises : Ebes, Intercom et Unerg.

### 1972

La centrale d'accumulation par pompage de Coö - Trois-Ponts est mise en service.

### 1975-1985

Les centrales nucléaires de Doel et de Tihange entrent en service et produisent dès 1985 plus de la moitié de l'électricité belge.

### 1990

Le 10 juillet 1990, les assemblées générales d'Ebes et d'Intercom approuvent leur regroupement dans une seule entreprise privée ; l'activité d'Unerg y est apportée à terme. À cette occasion, Ebes est rebaptisée Electrabel.

### 1994

La première centrale TGV (turbine gaz-vapeur en cycle combiné) d'Electrabel est mise en service à Drogenbos. Electrabel devient un des leaders mondiaux dans le domaine de la technologie basée sur les turbines à gaz.

### 1998



À l'issue de son OPE, SUEZ rachète toutes les actions encore en circulation de la Société Générale de Belgique, le principal actionnaire de Tractebel, qui détient pour sa part une majorité d'actions d'Electrabel. La Société Générale de Belgique fusionnera avec Tractebel en 2003 pour former SUEZ-Tractebel.

### 2000

Les activités de l'entreprise, auxquelles s'est ajouté le trading d'énergie, prennent une dimension européenne. Electrabel crée des filiales aux Pays-Bas, au Luxembourg, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Pologne, en Hongrie et en Allemagne et conclut des partenariats avec des sociétés d'énergie locales.

### 2001

Electrabel inaugure son premier parc éolien à Schelle. Il se compose de trois turbines de 1,5 MW chacune.

### 2007

SUEZ devient propriétaire à 100% d'Electrabel à la suite d'une OPR sur l'ensemble des parts sociales de l'entreprise qu'elle ne détient pas encore. L'action Electrabel est retirée de la cote d'Euronext Brussels, après 17 ans de cotation.

### 2008

Les assemblées générales des actionnaires de GDF et SUEZ approuvent la fusion des deux groupes. La naissance de l'entreprise d'énergie internationale GDF SUEZ s'accompagne d'une nouvelle organisation qui redistribue et rassemble les activités des deux groupes.

La S.A. Electrabel reste une entité juridique distincte. Les activités menées sous la marque Electrabel, Groupe GDF SUEZ se limitent à la région du Benelux.

### 2009

Avec la constitution d'ORES, opérateur unique responsable de la gestion et de l'exploitation des

réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel en Wallonie, Electrabel n'exerce plus d'activités opérationnelles de distribution en Wallonie. L'entreprise suit ainsi le même schéma qu'en 2005 en Flandre, lors de la création d'Eandis, et qu'en 2006 à Bruxelles, lors de la création de BNO (Brussels Network Operator).

### 2013

Electrabel fonde la société coopérative Electrabel CoGreen qui donne la possibilité aux riverains d'investir ensemble dans des parcs éoliens locaux. Les actionnaires perçoivent chaque année un dividende en fonction de la quantité d'électricité produite par les éoliennes.

### 2015

Changement de dénomination de GDF SUEZ en ENGIE. De même, le Groupe décide de réorganiser son portefeuille de marques pour lui donner plus de cohérence et une meilleure lisibilité. La stratégie de marque du Groupe se décline désormais autour d'un concept simple : « ENGIE, One Company, One Brand ». Dans ce cadre, ENGIE deviendra la marque unique pour la majorité des activités du Groupe.

### 2016

Electabel devient ENGIE Electrabel. Dans le contexte de la transition énergétique, l'entreprise souhaite sous ce nouveau nom de marque accompagner ses clients dans cette transition.

#### Extrait du site Engie-Electrabel

## ENGIE-ÉLECTRABEL. UNE DÉRIVE NOMMÉE LIBÉRALISATION...

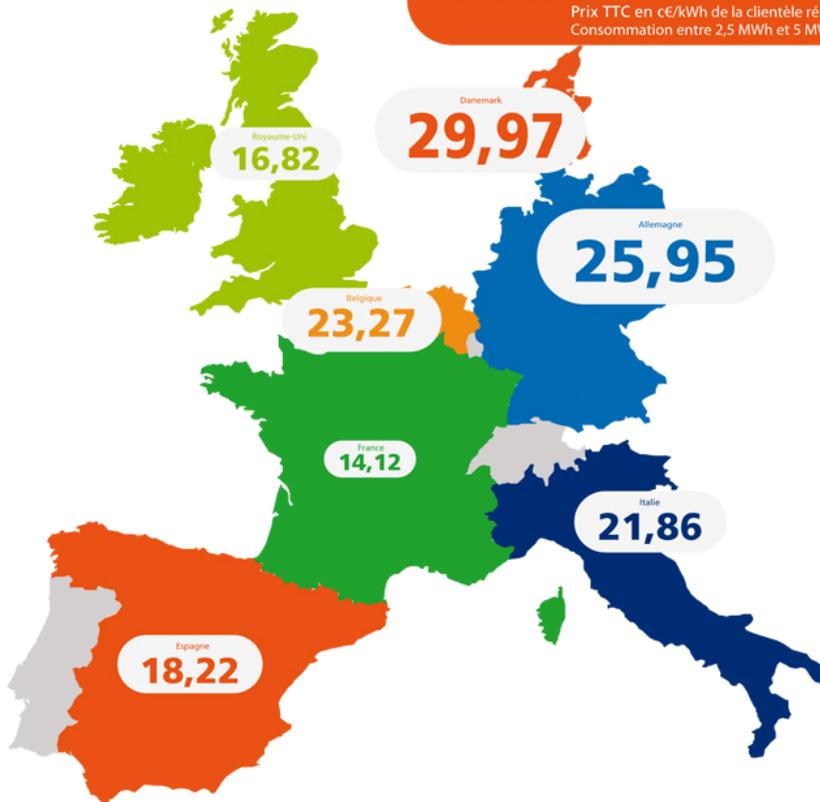
L'origine d'Electrabel remonte au siècle dernier. Le 8 août 1905, est créée la Société d'Électricité de l'Escaut (SEE). Cette dernière a comme actionnaires principaux la Société générale de Belgique à hauteur de 10 %, la Compagnie Électrique Anversoise (C.E.A.) pour 25 %, la Compagnie Générale des Tramways (C.G.T.) pour 25 % et la Compagnie Mutuelle des Tramways (C.M.T.) pour 4 %. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, un certain nombre de ces actionnaires vont disparaître. L'un d'entre eux, au contraire, prendra

de plus en plus de place. Il s'agit de la Société Générale. Le destin du géant électrique belge était donc lié, dès sa naissance, à un holding privé. Ce dernier, alors que le marché unique européen vient à peine d'être mis sur les rails, va attiser la convoitise d'autres groupes. La libéralisation est en marche et l'électricité belge fait déjà partie du butin. En janvier 1988, les groupes Cerus (Italie) et Suez (France) se disputent donc la propriété de la Société Générale de Belgique au cours d'une bataille boursière particulièrement épique. Suez remporte la mise. Dans la foulée, la fusion de Tractebel, Ebes, Unerg et Intercom donne naissance à Electrabel. Le groupe Suez venait de mettre la main sur l'électricité en Belgique. En 2003, Suez deviendra l'actionnaire d'Electrabel à 100%. En 2008, on note la fusion de GDF et Suez. Electrabel devient, à cette époque, une filiale de Gaz de France. L'indépendance énergétique belge était ainsi passée par pertes (pour les gens) et profits (pour le big business). En 2015, le groupe GDF-Suez devient Engie. Electrabel se renomme, dès lors, Engie-Electrabel.

Le pays paie aujourd'hui le prix fort du rejet par ses élites politiques du Cahier des Réformes de Structures du Congrès Extraordinaire de la FGTB des 30 et 31 octobre 1954. Celui-ci exigeait, entre autres choses, la nationalisation de l'énergie. La Belgique aurait évité le passage illico de son plus gros producteur énergétique entre les mains d'un groupe privé étranger en 1988 si André Renard avait pu imposer sa vision. Cela dit, le prix de l'énergie n'était pas déterminé à cette époque en Belgique par le marché (c'est-à-dire les entreprises dominantes). Un Comité de Contrôle de l'électricité et du gaz (CCEG) avait, en effet, été mis en place en 1955. Ce Comité résultait d'un accord entre les organisations sociales interprofessionnelles (CSC et FGTB), la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) ainsi que les entreprises et organismes du secteur. Des représentants des gouvernements (tant le niveau régional que fédéral) assistaient à ses réunions. Après la libéralisation de l'énergie en Belgique (2003 en Flandre et 2007 à Bruxelles et en Wallonie), le CCEG a été dissout. Il a été remplacé par la CREG (Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz) au niveau fédéral et trois régulateurs régionaux. Pour le surplus, on notera que la libéralisation de l'énergie s'est déroulée sous la houlette de la Commission européenne qui en avait fait, dès 1996, un cheval de bataille. Le passage du « contrôle » à la « régulation » (les mots ne sont jamais innocents) s'est accompagné en Belgique d'une modification radicale du mode de fixation des prix de l'électricité. En effet, seuls les coûts de distribution et de transport restent déterminés par les pouvoirs publics. L'énergie est, pour sa part, complètement libéralisée. Les partisans de la libéralisation arguaient que la mise en concurrence des fournisseurs permettrait de faire

## UNE ÉLECTRICITÉ MOINS CHÈRE EN FRANCE

Prix TTC en c€/kWh de la clientèle résidentielle S1 2012 –  
Consommation entre 2,5 MWh et 5 MWh – Eurostat (16/11/2012)



En France, pour les particuliers,  
le prix de l'électricité est :

**35 % moins cher**  
par rapport au prix de la moyenne  
des autres pays de la zone euro

**45 % moins cher**  
par rapport au prix de l'électricité  
pour les ménages allemands

Source Eurostat S1 clients particuliers 2012

baïsser les prix. Force est de constater que la réalité a ses raisons que la (dé)raison néolibérale ignore.

Jusqu'à la libéralisation, Electrabel occupait, certes, une position de monopole privé mais c'était un monopole contrôlé de près par la sphère (para) publique. Tout le monde, en Belgique, était client d'Electrabel. Mais les représentants de monsieur Tout-le-monde suivaient de près Electrabel. Depuis 2007, les fournisseurs sont mis en concurrence et chacun d'entre eux fixe son prix comme bon lui semble. On n'observe cependant pas une diminution réelle du poids d'Engie Electrabel dans l'économie belge. Cette entreprise fournit encore, dix ans après la libéralisation, 40% du gaz et 46% de l'électricité en Wallonie. Cette position dominante implique, dans les faits, une capacité de dicter les prix aux consommateurs pris en otages.

Un grand groupe privé sans attaches réelles avec le pays et en situation de dicter les prix pour le plus grand intérêt de ses actionnaires étrangers, voilà ce qu'est devenu le marché de l'énergie en Belgique. Il ne faut, dès lors, plus s'étonner du fait que l'électricité en Belgique soit la plus chère d'Europe.

Merci qui ? Merci, la libéralisation...

**Xavier Dupret - Economiste à l'ACJJ**

## ELECTIONS COMMUNALES

**COURCELLES : « DÉBAT DE GENRE ET SUPERFICIALITÉ. »**



Je viens de regarder avec intérêt le débat télévisé opposant les partis de la majorité courcelloise à celui de l'opposition. Qu'en retenir ? « Nous avons été confrontés aux gestions passées. Nous allons réagir. Nous avons des projets d'envergure. »...

Autant dire que cela me laisse sur ma faim. D'autant que quelques jours plus tôt, j'avais pu assister dans les locaux du CPAS à un autre débat, au cours duquel il fut largement question de la mobilité à Courcelles.

## Nouvelles

Ce dossier, essentiel aux yeux du Front des Gauches, fut à peine abordé en télévision.

Comme de bien entendu, les participants au débat de Télésambre ont évoqué la problématique de la place du Trieu, sans toutefois aborder le nœud du problème, à savoir le croisement à cet endroit de deux voiries régionales causant d'incroyables bouchons aux heures de pointe.

De même ne fut pas évoquée la situation dramatique que vivent au quotidien les habitants de la rue de la Glacerie, coincés entre un charroi ininterrompu de poids lourds et les nuisances de l'entreprise de démolition Keiser.

Que vont faire les partis qui seront demain au pouvoir ? Tant que la solution du délestage proposée par le Front des Gauches en son temps ne se concrétisera pas, la population continuera à subir les aléas d'une voirie inadaptée à un tel charroi routier.

Bien sûr, cette solution a un coût - certains avancent le montant d'un million et demi d'euros- et la majorité de demain devra faire des choix, en laissant peut-être tomber des investissements électoralement plus rentables...

Alors...comment les riverains doivent-ils réagir ? Attendre, comme Sœur Anne...ou faire appel à leur mémoire : dans les années 1960, la rue de la Glacerie était dans un état pitoyable. Les travaux de rénovation n'avançaient pas. Pour se faire entendre et exiger des travaux sans délai, un comité de riverains animé par le regretté Isidore Koenig (qui deviendra échevin par la suite) envahit la maison communale ... et obtint gain de cause !

Alors quoi ? Attendre ? Réagir ? Pourquoi pas un coup de force médiatique, un blocage de la rue ? Utopique ? Citoyen mouton ?

**Robert Tangre**

### **DÉBAT PUBLIC : ÉLECTIONS COMMUNALES À FONTAINE-L'ÉVÊQUE**

Quelques semaines avant les élections communales de Fontaine-l'Évêque, la Maison de la Laïcité de Fontaine avait, comme elle le fait lors de chaque élection communale, organisé un débat public

avec les trois listes en lice, à savoir : le PS (Parti Socialiste) actuellement au pouvoir, Mieux Demain (un parti rassemblant les Ecolos, des CDH, un ancien du RW avec une dominante libérale) et enfin l'UB (Union des Bourgmestres, l'actuel maïeur, exclu du PS et Philippe Seghin ancien bourgmestre libéral).



Chacun des partis avait deux représentants et parité oblige, un homme et une femme. Le modérateur et animateur du débat était un cadre du CAL qui connaissait son affaire. Il était assisté d'une représentante du MOC coorganisateur de la soirée. Chrono en main, chaque candidat disposait de trois minutes pour répondre aux questions posées. On a d'abord commencé par les grands thèmes qui intéressent les communes : le socio-économique, la sécurité, le budget, l'immobilier, la fiscalité, les travaux publics, l'aménagement du territoire, des rues, la communication... avant de passer la parole au public nombreux.

Les questions étaient souvent pertinentes parfois farfelues voire diffamatoires...

Que retenir de cette soirée pleine de promesses : un manque flagrant d'ambition pour l'entité venant des différents candidats. Une absence de taille : un projet culturel éloquent ou encore le mode du «tout à la voiture» de l'entité. Alors que de nombreuses villes et communes d'Europe sont dotées d'un centre piétonnier, Fontaine-l'Évêque qui n'est tout de même pas une mégapole croit utile de s'en passer. Pourtant, à l'époque où la rue principale du Centre (depuis le carrefour du Nouveau Philippe jusqu'à la place de Wallonie) a été pavée, elle aurait pu devenir une rue piétonne mais le va-et-vient des voitures l'a fortement endommagée. Les exemples positifs d'une voie piétonne ne manquent pas ! Les abords des écoles n'échappent pas au «tout à la voiture». Il suffit de se pointer au heures d'entrée et de sortie des classes pour s'en convaincre. A certains moments, le centre de Fontaine-l'Évêque ressemble au carrefour Léonard, célèbre pour ses bouchons...

A Bruxelles, aux heures d'entrée et de sortie des classes, certaines rues sont interdites aux voitures...

A une question posée par une dame sur l'insécurité, tous ont la même réponse : le placement de caméras supplémentaires. Des caméras pour lutter contre un sentiment... Cela suffira-t-il pour le faire disparaître ? Fontaine-l'Évêque n'est tout de même pas Chicago. À une certaine époque de ma vie, je me suis rendu au Brésil. Là, dans certaines villes comme Rio, vous avez intérêt à être sur vos gardes (on vous coupe le doigt pour emporter votre alliance).

Bref dans une société où l'on est surveillé en permanence et jusque dans nos moindres déplacements, ajouter des caméras à tous les coins de rues, est-ce une bonne idée ? La ville de Nice en France qui est truffée de caméras (une des villes les plus filmées par caméras de sécurité en France) n'a pas empêché un attentat meurtrier le 14 juillet 2016 par un camion fou sur la promenade des Anglais. Bilan de cette soi-disant surveillance : 86 tués et 485 blessés...

**Freddy Guidé.**

---

### LA MOBILITÉ À CHARLEROI.



A Charleroi, difficile de stationner dans l'intra ring sans délier bourse. Ne nous plaignons pas, dans certaines villes d'Europe, il convient de s'acquitter d'un droit d'entrée avant de gagner un parking... payant !

Paul Magnette est décrié par certains comme étant le fossoyeur du petit commerce à Charleroi. Sa politique de stationnement des voitures en serait la cause. A ce niveau-là, à l'échelle européenne, il faut admettre que Charleroi est à la traîne. Fribourg en Brisgau (Allemagne) est totalement interdite aux voitures. À Munich, l'artère centrale depuis la gare, un large boulevard conduisant à la place centrale est entièrement vouée aux piétons. Tout ça, depuis belle lurette...

Le cas le plus emblématique est celui de Strasbourg. Catherine Trautmann y est élue maire (PS) de la ville en 1993 jusqu'en 1997 et de 2001 à 2002. Elle fait un sacré bout de chemin au sein du gouvernement socialiste de l'époque... Catherine Trautmann bannira totalement la voiture du centre de Strasbourg et fait installer un tramway qui drainera les foules des arrondissements vers le centre-ville. Elle perdra les élections suivantes à cause de cette vision de la mobilité.

Lorsque la droite revient au pouvoir, elle veut rouvrir le centre à la circulation automobile. Cependant, les commerçants du centre protestent car leur chiffre d'affaires est en hausse mais la suppression du tramway et la circulation automobile risque de le faire chuter brutalement. Hier ils étaient opposés à ces projets. La droite a donc dû faire volte-face et maintenir le statu quo... Aujourd'hui, le centre-ville de Strasbourg a été rendu à ses citoyens...

**Freddy Guidé**

---

### SOCIÉTÉ

#### CONTRE LES FAKE NEWS, FACEBOOK\* ALLIÉ À UN THINK TANK FINANÇÉ PAR L'OTAN ?

Le 17 mai, Facebook a annoncé s'être allié à l'Atlantic Council pour lutter contre la désinformation.

Ce partenariat se déroulera en deux volets : premièrement, son groupe d'experts numériques « travaillera étroitement » avec les équipes du réseau social pour « donner des aperçus en temps réel et à jour des menaces émergentes et des campagnes de désinformation ». Deuxièmement, l'Atlantic Council aidera Facebook pendant « les élections et d'autres moments très sensibles » afin de contrôler « la



désinformation et les ingérences étrangères ». L'Atlantic Council est un think tank qui « promeut un leadership et un engagement constructifs en se basant sur le rôle central de la communauté atlantique dans la réponse à apporter aux défis mondiaux ». Il a été fondé en 1961 par d'anciens secrétaires d'Etat américains, qui ont décidé de rassembler plusieurs groupes citoyens américains soutenant l'alliance atlantique, donc l'Otan.

### **EST-IL FINANÇÉ PAR L'OTAN ET LES ETATS-UNIS ?**

L'Atlantic Council se présente comme une « organisation non partisane qui génère des idées et encourage les débats sur les problèmes auxquels est confrontée la communauté atlantique ». Contacté par Check News, il affirme être « indépendant ». Pour « assurer la crédibilité et l'intégrité » de l'organisation, celle-ci s'appuie sur des financements extérieurs. Dans la liste des grands donateurs en 2016, on retrouve des entreprises (Engie, Airbus ou HSBC) mais aussi des Etats (les Emirats arabes unis font partie des trois premiers donateurs, qui ont versé plus d'un million de dollars), notamment des pays membres de l'Otan (la Norvège, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis...)

Plusieurs institutions américaines font partie des contributeurs. Le bureau de représentation des Etats-Unis a ainsi donné entre 100 000 et 250 000 dollars, tout comme le secrétariat d'Etat. La Chambre de commerce américaine, l'armée de l'air, l'armée de terre et le corps des marines des Etats-Unis ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars. Vous vous interrogez sur les liens entre l'Atlantic Council et l'Otan. L'Organisation fait en effet partie des principaux donateurs ayant versé entre 250 000 et un million de dollars au think tank. Précisons ensuite que la lutte contre la désinformation est l'une des stratégies mises en avant par Facebook ces derniers mois pour redorer son image, notamment après le scandale Cambridge Analytica (le réseau est accusé d'avoir laissé l'entreprise aspirer des données de millions

d'utilisateurs pour les utiliser ensuite pendant la campagne américaine et du Brexit) et l'élection de Donald Trump, après laquelle Facebook a été accusé d'avoir laissé se propager de nombreuses fake news. Un autre volet de cette stratégie consiste aussi à rémunérer des médias (dont Libération en France) pour traquer les fake news sur le réseau social.

\* Fake news : fausse information, information trompeuse.

**Pauline Moulot, Extrait de Libération**

### **COMMUNIQUÉ DE LA PLATEFORME**

### **« PAS D'AVIONS DE CHASSE – GEEN GEVECHTSVLIEGTUIGEN »**

Suite aux rumeurs sur le choix du F35, la plateforme demande la suspension de la procédure biaisée de remplacement des F16

La plateforme « Pas d'avions de chasse » est indignée d'apprendre que le gouvernement aurait pris la décision d'acheter 34 avions de combat F35, malgré les innombrables indications d'une procédure biaisée, opaque et caractérisée par le rejet systématique du dialogue. La plateforme appelle le gouvernement à faire preuve de bon sens et à reporter la décision relative aux nouveaux avions de combat, via le lancement d'une nouvelle procédure.

La plateforme « Pas d'avions de chasse » qui regroupe 135 organisations, a lancé de multiples appels pour un débat public, large et ouvert autour de ce « contrat du siècle ». Le gouvernement et les partis de la majorité ont systématiquement refusé d'entendre les représentants de la plateforme, même après l'envoi des 38 000 signatures, transmises au Président de la Chambre en novembre 2016 conformément à l'article 28 de la Constitution. De nombreux citoyens s'inquiètent pourtant des conséquences de ce dossier d'achat et craignent à juste titre de devoir payer pendant de nombreuses années les errements de ce gouvernement.

Au cours des derniers mois, plusieurs rapports ont clairement souligné que tant la préparation du dossier que l'ensemble de la procédure

avaient été manipulées en faveur du F35 de Lockheed Martin. C'est la raison principale qui explique que deux candidats constructeurs (Saab et Boeing) aient jeté l'éponge, dénonçant des règles de concurrence faussées ; et que la société française Dassault a fait une offre en dehors de la procédure. Dans une démocratie saine, ces défections auraient suffi à suspendre la procédure dans son ensemble. Le Parlement doit exiger une enquête indépendante qui examine minutieusement la méthode de travail du gouvernement.

Le prix de ces avions est également nébuleux. Lockheed Martin affirme que son offre s'inscrit bien dans le budget prévu de 3,6 milliards. Pourtant, une agence étatique américaine a révélé en janvier 2018 (moment où l'offre de Lockheed Martin a été soumise au gouvernement) que le coût total réel de l'achat de 34 F35 par la Belgique s'élèverait à 6,53 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros). 2 milliards d'euros de plus que ce qui a été budgété, donc. Ce montant est également confirmé par d'autres experts qui affirment que le prix de 80 millions d'euros par avion, largement communiqué depuis l'annonce du gouvernement ce week-end, correspond au «flyaway cost», qui doit effectivement être doublé pour avoir l'avion « clé sur porte ».



Ajoutons encore que les coûts opérationnels du F35 sont parmi les plus coûteux... alors que cet appareil souffre de nombreux problèmes techniques. Décidément un achat capricieux, inutile et dangereux.

Le gouvernement belge menace donc d'imposer à la population un avenir budgétaire inquiétant pour des objectifs militaires et stratégiques éminemment questionnables (mais malheureusement jamais questionnées). Manifestement l'effet des pressions exercées par les États-Unis et l'OTAN, qui bénéficient de

l'écoute complaisante du sommet de l'armée belge.

Les membres de la plateforme « Pas d'avions de chasse » déplorent que la Belgique veuille dépenser des milliards dans des avions de combat, alors que des investissements nécessaires et urgents sont attendus dans la justice, la lutte contre le réchauffement climatique, les transports publics, les soins de santé, la lutte contre la pauvreté, etc. Des postes qui participent, eux, réellement à la paix et à la sécurité. Il est inacceptable que notre gouvernement préfère soutenir les intérêts du secteur de l'armement et ses relations avec les États-Unis plutôt qu'investir dans une réelle politique de sécurité intégrée, qui vise à prévenir les conflits violents. Une politique de sécurité qui soit évidemment autre chose que le bombardement systématique de villes et de villages à travers le monde.

Le gouvernement joue aussi avec l'avenir de l'ensemble de la planète car, avec le F35, il annonce implicitement prolonger la capacité d'emport de bombes nucléaires des avions belges et, par là, réaffirme son soutien à la dangereuse politique nucléaire du gouvernement américain. Rappelons à ce sujet que le sondage d'ICAN (la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, prix Nobel de la paix 2017) réalisé en juillet 2018 souligne qu'une large majorité de la population belge ne veut pas d'avions de combat à capacité nucléaire.

La plateforme appelle le gouvernement à faire preuve de bon sens et à reporter la décision relative aux nouveaux avions de combat, via le lancement d'une nouvelle procédure. Celle-ci doit être conditionnée à l'organisation d'un débat sociétal large et approfondi sur la future politique de sécurité et de défense, en lien avec un débat sur les priorités politiques dans un cadre budgétaire très limité. Dans celui-ci, il est clair pour tous les membres de la plateforme qu'une véritable politique de sécurité humaine ne doit donner aucune place à 34 avions chasseurs bombardiers pouvant transporter des armes nucléaires.

**La plateforme « Pas d'avions de chasse – Geen gevechtsvliegtuigen »**

Contact presse : Samuel Legros (CNAPD)  
0484/64.57.92

## ACTIVITÉS

### CONFÉRENCE/DÉBAT

#### L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

LE 22 NOVEMBRE 2018 À 19H00

Maison de la Laïcité: 5 rue Emile Vandervelde, 6182 Souvret (Courcelles)

Un peu partout en Europe, l'extrême-droite semble se renforcer un peu plus à chaque élection: que ce soit dans l'opposition comme l'AfD (Allemagne) ou le RN (ex-FN) en France, ou au pouvoir dans de nombreux pays (Italie, Autriche, Hongrie, ...), des forces issues d'un autre âge semblent s'être réveillées et sont déjà occupées à faire avancer leur programme réactionnaire voire fascisant... Pour mieux comprendre cette résurgence, dans l'espoir de la combattre, nous invitons Laurent D'Altoe (CEPAG, centre d'éducation populaire André Genot).

### DÉCEMBRE:

#### LE MONDE EN ÉBULLITION

13 DÉCEMBRE 2018 À 19H00

Maison de la Laïcité: 5 rue Emile Vandervelde, 6182 Souvret (Courcelles)

La Première guerre mondiale a ouvert une période littéralement révolutionnaire: un peu partout dans le monde, la grande boucherie a provoqué une série de révoltes et révolutions, dont la plus connue est la révolution russe de 1917. Mais elle ne fut pas isolée et d'autres éruptions populaires ont suscité des espoirs chez les travailleurs du monde entier.

Pour évoquer cela, Progrès et Culture invite Fr. D'Agostino, historien (ACJJ)

**L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE**  
22 NOVEMBRE 2018, 19H

**CONFÉRENCE/DÉBAT AVEC LAURENT D'ALTOE, CEPAG**

5 rue Emile Vandervelde  
6182 Souvret

Une organisation de l'ASBL Progrès et Culture en collaboration avec la Maison de la Laïcité de Courcelles avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable: Robert Tangre 071/30.39.12

Progrès et Culture organise une rencontre-débat

**LE MONDE EN ÉBULLITION**  
révoltes et révolutions après 1918

avec François D'Agostino, historien (ACJJ)  
jeudi, 13 décembre, à 19h

Maison de la Laïcité de Courcelles  
Rue Emile Vandervelde, 5  
6182 Souvret

ACJJ Association Culturelle Joseph Jacquemotte  
P&C ASBL  
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

éd. resp.: R. Tangre, 11, rue Julien Lahaut 6020 Dampremy